

N° DP 23/1209

DECISION DU PRESIDENT

23MAP22 - FOURNITURE ET MAINTENANCE D'AFFICHEURS EN TEMPS REEL DE FORME TOTEM ET DE COMPTEURS VELO ET PIETON

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique et notamment les articles L.2113-2 et L.2113-4, relatifs au recours à la Centrale d'achat, et les articles R.2162-7 et R.2162-8 et R.2162-11 et R.2162-12, relatifs aux marchés subséquents,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la décision n° 15/88 du Bureau Communautaire en date du 16 février 2015, relative à l'adhésion de la Métropole à la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P.),

VU l'accord-cadre n°2020-18 « Acquisition de compteurs et de matériels annexes », dont le lot n°1 intitulé « Compteurs vélos », le lot n°3 intitulé « Compteurs vélos-Piétons » et le lot n°7 intitulé « Compteurs Totem » ont été notifié par la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P) à la société Eco-Compteur le 03/07/2023,

VU les marchés subséquents en cours de passation par la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P.) sur la base de l'accord-cadre n°2020-18 « Acquisition de compteurs et de matériels annexes », à savoir les marchés subséquents n°2020-18-37 passé sur le lot n°1 intitulé « Compteurs vélos », n°2020-18-38 passé sur le lot n°3 intitulé « Compteurs vélos-Piétons » et n°2020-18-39, passé sur le lot n°7 intitulé « Compteurs Totem »,

CONSIDERANT que le Code de la Commande Publique stipule qu'une centrale d'achat est un acheteur qui a pour objet d'exercer de façon permanente, au bénéfice des acheteurs, l'une au moins des activités d'achat centralisées suivantes :

- 1° L'acquisition de fournitures ou de services,
- 2° La passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services (Article L2113-2),

CONSIDERANT qu'il dispose également que « L'acheteur qui recourt à une centrale d'achat pour la réalisation de travaux ou l'acquisition de fournitures ou de services est considéré comme ayant respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence pour les seules opérations de passation et d'exécution qu'il lui a confiées. » (Article L2113-4),

CONSIDERANT que la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P) a été créée le 8 septembre 2011, association loi 1901, par des élus locaux et des techniciens de collectivités territoriales pour optimiser les achats en matière de transport public pour ses adhérents,

CONSIDERANT que par décision du Bureau Communautaire N° 15/88 en date du 16 février 2015, Toulon Provence Méditerranée a adhéré à la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P.), pour ses besoins d'acquisitions en matériel roulant et d'équipement en matière de Transports,

CONSIDERANT que les besoins de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en matière de fourniture et maintenance d'afficheurs en temps réel de forme totem et de compteurs vélo et piéton sont couverts par le lot n°1 intitulé « Compteurs vélos », le lot n°3 intitulé « Compteurs vélos-Piétons » et le lot n°7 intitulé « Compteurs Totem » de l'accord-cadre n°2020-18 « Acquisition de compteurs et de matériels annexes »,

CONSIDERANT que les besoins de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en matière de Fourniture et maintenance d'afficheurs en temps réel de forme totem et de compteurs vélo et piéton,

CONSIDERANT le projet d'engagement de commande n°1 au marché subséquent n°2020-18-37 passé sur le lot n°1 intitulé « Compteurs vélos », pour un montant de 2 400 € HT, soit 2 880,00 € TTC, incluant la rémunération de la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P.),

CONSIDERANT que conformément à l'article 5 du Cahier des Clauses Administratives de l'accord-cadre N°2020-18, l'accord-cadre est conclu pour une durée une durée ferme de deux ans à compter de sa notification au Titulaire, qui a eu lieu le 26 mai 2020, chaque lot étant reconductible tacitement deux fois pour une durée d'un an,

CONSIDERANT que conformément aux article II.D des actes d'engagement des marchés subséquents n°2020-18-37 passé sur le lot n°1 intitulé « Compteurs vélos », n°2020-18-38 passé sur le lot n°3 intitulé « Compteurs vélos-Piétons » et n°2020-18-39, passé sur le lot n°7 intitulé « Compteurs Totem », ces trois marchés subséquents seront conclus à compter de leur notification au Titulaire et prendront fin le 25 juillet 2024,

DECIDE

ARTICLE 1

DE SIGNER le projet d'engagement de commande n°1 au marché subséquent n°2020-18-37 passé sur le lot n°1 intitulé « Compteurs vélos », pour un montant de 2 400 € HT, soit 2 880,00 € TTC, incluant la rémunération de la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P.), ainsi que tout engagement de commande afférente à l'exécution de cet accord-cadre, pour le marché subséquent n°2020-18-37 issu du lot n°1 intitulé « Compteurs vélos ». Le marché subséquent n°2020-18-38 issu du lot n°3 intitulé « Compteurs vélos-Piétons » et le marché subséquent n°2020-18-39 issu du lot n°7 intitulé « Compteurs Totem » dans la limite d'un montant total cumulé des dépenses de 100 000 € HT, correspondant au montant total renseigné sur la fiche de lancement 2083LANC2023.

ARTICLE 2

DE DIRE que les marchés subséquents n°2020-18-37 passé sur le lot n°1 intitulé « Compteurs vélos », n°2020-18-38 passé sur le lot n°3 intitulé « Compteurs vélos-Piétons » et n°2020-18-39, passé sur le lot n°7 intitulé « Compteurs Totem » seront conclus pour une durée allant de leur notification jusqu'au 25 juillet 2024.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget annexe transport, numéro d'opération budgétaire 42396, Imputation budgétaire chapitre 21 et article 2153.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **15 DEC. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



Conditions Générales de Vente (CGV)

Dernière mise à jour : 19 septembre 2023

Table des matières

Préambule – définitions	4
Article 1. Objet des CGV	4
Article 2. Parties aux CGV	4
Article 3. Portée des CGV	4
Article 4. Adoption éventuelle de Conditions Particulières d'Exécution (CPE)	5
Article 5. Pièces constitutives des CGV	5
Article 6. Engagements de la CATP	5
Article 7. Engagements du Bénéficiaire	5
Article 8. Caractéristiques techniques des Prestations	6
Article 9. Modalités d'achat de Prestations	6
9.1 Projet d'Engagement de commande adressé au Bénéficiaire par la CATP	6
9.2 Signature de l'Engagement de commande par le Bénéficiaire	6
9.3 Effets juridiques de l'Engagement de commande	6
9.4 Modification de l'Engagement de commande	7
9.5 Annulation de l'Engagement de commande	7
Article 10. Rôles des Parties à compter de l'Engagement de commande	7
10.1 Rôle de la CATP	7
10.2 Rôle du Bénéficiaire	7
Article 11. Dispositions financières	8
11.1 Prix des Prestations	8
11.2 Rémunération de la CATP	8
Article 12. Livraison, admission et transfert de propriété	8
12.1 Délai et lieu de livraison	8
12.2 Opérations de vérification, d'admission et d'ajournement	8
12.3 Transfert de propriété des Prestations	9
Article 13. Modalités de paiement des Prestations	9
13.1 Précisions liminaires	9

13.2	Païement.....	9
13.3	Avances	9
13.4	Acomptes.....	9
13.5	Intérêts moratoires en cas de retard de paiement par le Bénéficiaire.....	10
Article 14.	Modalités de facturation	10
Article 15.	Montant correspondant aux pénalités reversé au Bénéficiaire.....	11
Article 16.	Recours en garantie du Bénéficiaire.....	11
Article 17.	Périmètre des responsabilités	11
17.1	Responsabilité du Bénéficiaire	11
17.2	Non-responsabilité de la CATP	11
Article 18.	Assurance – Transfert des risques	12
Article 19.	Indépendance des clauses – Survivance des obligations	12
Article 20.	Relations entre les Parties.....	12
Article 21.	Différents et litiges.....	12
Article 22.	Traitement des données personnelles.....	12
Article 23.	Informations transmises au Prestataire	13
Article 24.	Annexes	13

Préambule – définitions

Au sens des présentes Conditions Générales de Vente (CGV), les termes ou sigles sont définis comme suit :

- Bénéficiaire : acheteur destinataire des Prestations
- CATP : Centrale d'Achat du Transport Public, dénomination commerciale d'AGIR Transport
- Engagement de commande : document formalisant la décision du Bénéficiaire de commander des Prestations auprès de la CATP
- Marché : contrat conclu entre la CATP et le Prestataire dans le respect des dispositions du Code de la commande publique
- Prestataire : titulaire du Marché conclu par la CATP
- Prestations : produits et services définis dans le Marché

Article 1. Objet des CGV

Les CGV définissent les relations contractuelles entre le Bénéficiaire et la CATP.

Le cas échéant, les CGV peuvent être complétées par des Conditions Particulières d'Exécution (CPE), telles que définies ci-après.

Article 2. Parties aux CGV

Les Parties aux présentes CGV sont, d'une part, la CATP et, d'autre part, le Bénéficiaire.

La CATP a pour mission de satisfaire les besoins d'acheteurs, pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices, au sens du Code de la commande publique, désignés comme les Bénéficiaires des activités d'achat centralisées de la CATP.

La CATP agit en qualité de centrale d'achat au sens des dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande publique et à ce titre, réalise des activités d'achat centralisées.

Article 3. Portée des CGV

Les présentes CGV sont soumises à la loi française et sont applicables à l'ensemble des relations commerciales entre la CATP et le Bénéficiaire.

Les conditions générales d'achat propres au Bénéficiaire ou au Prestataire sont inopposables à la CATP.

Les CGV applicables sont celles de la CATP en vigueur à la date de la signature de l'Engagement de commande.

Article 4. Adoption éventuelle de Conditions Particulières d'Exécution (CPE)

Afin de tenir compte de spécificités dans les relations contractuelles entre la CATP, le Bénéficiaire et le Prestataire, les CGV peuvent être complétées par des Conditions Particulières d'Exécution (CPE).

Dans cette hypothèse, les CPE s'appliquent prioritairement, les présentes CGV ayant un caractère supplétif.

Article 5. Pièces constitutives du contrat liant la CATP au Bénéficiaire

Sont applicables aux relations contractuelles entre le Bénéficiaire et la CATP et par ordre de priorité décroissant :

1. Les éventuelles Conditions Particulières d'Exécution (CPE) ;
2. Les présentes Conditions Générales de Vente (CGV) ;
3. L'Engagement de commande du Bénéficiaire ;
4. L'ensemble des pièces du Marché.

Article 6. Engagements de la CATP

La CATP s'engage à acquérir et revendre des Prestations pour répondre au besoin exprimé par le Bénéficiaire, dans le respect des règles de la commande publique.

Pour ce faire, la CATP s'engage à conclure au préalable, avec un ou plusieurs opérateurs économiques, un Marché sur le fondement duquel elle acquiert les Prestations en vue de les vendre au Bénéficiaire.

Par conséquent, le Bénéficiaire qui recourt à la CATP pour l'acquisition de Prestations est considéré comme ayant respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence pour les opérations de passation et d'exécution qu'il lui a confiées.

Les pièces du Marché conclu par la CATP avec le Prestataire pour l'achat des Prestations sont annexées aux présentes CGV.

La CATP s'engage à tenir à la disposition du Bénéficiaire toutes les pièces contractuelles et afférentes à la procédure de passation du Marché.

Article 7. Engagements du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire qui souhaite acquérir des Prestations auprès de la CATP s'engage à lui transmettre par écrit, l'expression de son besoin, de manière quantitative et qualitative.

L'Engagement de commande est le document formalisant la décision du Bénéficiaire d'acheter des Prestations à la CATP.

Le Bénéficiaire s'engage à accomplir toutes les démarches administratives inhérentes à son propre fonctionnement en vue de réaliser son achat auprès de la CATP (telles que la saisine d'instances ou commissions internes, l'adoption de décisions ou délibérations, vérification des crédits budgétaires, la transmission de délibérations au contrôle de légalité le cas échéant).

Le Bénéficiaire déclare connaître les termes du Marché annexé aux présentes CGV, les accepte sans réserve et reconnaît que le Marché permet de satisfaire son besoin. Le Bénéficiaire peut être amené à appliquer certaines clauses relatives au Marché mais il ne peut en aucun cas en modifier les dispositions.

Article 8. Caractéristiques techniques des Prestations

Les caractéristiques techniques des Prestations sont celles figurant dans le Marché conclu entre la CATP et le Prestataire, au moment de la réception par la CATP de l'Engagement de commande émis par le Bénéficiaire.

Article 9. Modalités d'achat des Prestations

9.1 Projet d'Engagement de commande adressé au Bénéficiaire par la CATP

A compter de l'expression du besoin émanant du Bénéficiaire, la CATP lui adresse un projet d'Engagement de commande comportant, au minimum, les mentions suivantes :

- Définition qualitative des Prestations ;
- Définition quantitative des Prestations ;
- Délai de livraison ou d'exécution ;
- Prix d'acquisition des Prestations (en € HT et en € TTC, ainsi que le montant de la TVA).

9.2 Signature de l'Engagement de commande par le Bénéficiaire

Chaque achat du Bénéficiaire doit faire l'objet d'un Engagement de commande signé par lui.

A la réception d'un projet d'Engagement de commande, le Bénéficiaire s'engage à vérifier que le projet d'Engagement correspond, en tous points, à son besoin.

L'Engagement de commande doit être signé par une personne ayant la capacité d'engager le Bénéficiaire. En cas de non-respect de cette obligation, si le Bénéficiaire ne souhaite plus engager sa commande, sa responsabilité pourra être recherchée en cas de litige.

Pour le bon suivi administratif du dossier, le Bénéficiaire joint également, le cas échéant, un exemplaire de son bon de commande interne correspondant en quantité et en valeur à l'Engagement de commande signé et adressé à la CATP. En cas de contradiction entre les deux documents, seul l'Engagement de commande correspondant au projet de la CATP fait foi.

La CATP s'engage à accuser réception de l'Engagement de commande auprès du Bénéficiaire. Cet accusé réception constitue le point de départ de la passation d'une commande par cette dernière auprès du Prestataire.

9.3 Effets juridiques de l'Engagement de commande

Le Bénéficiaire devient engagé par sa commande à compter de l'accusé réception de l'Engagement de commande par la CATP.

La signature de l'Engagement de commande vaut adhésion aux présentes CGV et aux éventuelles CPE. Le Bénéficiaire reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble de ces documents (y compris leurs annexes).

La CATP s'engage quant à elle à exécuter la commande conformément aux présentes CGV.

La CATP s'engage, sans délai, à :

- Informer le Bénéficiaire de la notification du marché subséquent/spécifique/bon de commande ;
- Transmettre chaque commande au Prestataire.

9.4 Modification de l'Engagement de commande

Si le Bénéficiaire ou la CATP souhaite modifier l'Engagement de commande, les Parties doivent se mettre d'accord pour l'émission d'un nouvel Engagement de commande annulant et remplaçant l'Engagement de commande initial.

Le Bénéficiaire engage sa responsabilité pour toutes les conséquences – notamment financières – qui seraient liées au remplacement de l'Engagement de commande initial à son initiative, notamment en cas de commande de Prestations qui auraient déjà fait l'objet d'exécution ou de début d'exécution de la part du Prestataire.

9.5 Annulation de l'Engagement de commande

Le Bénéficiaire ne peut se rétracter en vue d'annuler son Engagement de commande sans engager sa responsabilité, dans les conditions afférentes prévues dans les présentes CGV.

Article 10. Rôles des Parties à compter de la signature de l'Engagement de commande

10.1 Rôle de la CATP

La CATP est chargée de commander les Prestations, objet de l'Engagement de commande, auprès du Prestataire.

Elle est l'interlocutrice privilégiée du Prestataire jusqu'à l'admission des Prestations.

La CATP s'engage à informer le Bénéficiaire de tout événement lié à l'exécution du Marché susceptible d'impacter sa commande.

10.2 Rôle du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire est l'interlocuteur privilégié du Prestataire à compter de l'admission des Prestations.

En tout état de cause, le Bénéficiaire informe la CATP de toutes difficultés liées à l'exécution des prestations du Marché.

Article 11. Dispositions financières

11.1 Prix des Prestations

Le prix des Prestations est celui figurant sur l'Engagement de commande signé et adressé à la CATP.

Les prix correspondent aux prix en vigueur dans le cadre du Marché conclu entre la CATP et le Prestataire, au moment de la réception de l'Engagement de commande du Bénéficiaire par la CATP auxquels s'ajoutent la rémunération de la CATP.

11.2 Rémunération de la CATP

La prestation d'activité d'achat centralisée de la CATP au titre des présentes CGV fait l'objet d'une rémunération versée par le Bénéficiaire venant s'ajouter au prix des Prestations. Cette rémunération peut prendre la forme d'une marge et/ou d'un forfait spécifique et figure dans l'Engagement de commande.

La CATP adressera au Bénéficiaire une facture correspondant au montant de sa rémunération pour le Marché à la notification de ce dernier.

Article 12. Livraison, admission et transfert de propriété

12.1 Délai et lieu de livraison

Le délai de livraison ou d'exécution des Prestations prévu dans l'Engagement de commande court à compter de la notification du bon de commande au Prestataire par la CATP. La CATP en avise sans délai le Bénéficiaire.

La livraison de matériels s'effectue au rez-de-chaussée du lieu de livraison indiqué dans le bon de commande.

12.2 Opérations de vérification, d'admission et d'ajournement

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ainsi que la décision d'admission, d'ajournement ou de rejet sont à la charge du Bénéficiaire. Ce dernier admet les Prestations auprès de la CATP.

Toute décision d'admission, d'ajournement ou de rejet doit être expresse et notifiée à la CATP dans un délai de 12 jours calendaires à compter de la date de livraison ou d'exécution des Prestations.

La notification de la décision d'admission par le Bénéficiaire s'effectue en priorité, par message électronique à la CATP qui doit en accuser réception. L'admission est acquise à la date de notification à la CATP de la décision afférente.

En l'absence de décision expresse de la part du Bénéficiaire, l'admission est réputée acquise dans un délai de 12 jours calendaires à compter de la date de livraison ou d'exécution des

Prestations. La CATP procède à l'admission des Prestations auprès du Prestataire dans un délai de 15 jours calendaires.

12.3 Transfert de propriété des Prestations

Le transfert de la propriété des Prestations intervient lorsque la CATP procède à l'admission des Prestations auprès du Prestataire.

Une fois la décision d'admission des Prestations notifiée par la CATP au Prestataire, la CATP transfère la propriété des Prestations sans délai au Bénéficiaire, en vertu de sa mission d'activité d'achat centralisée relative à l'acquisition de fournitures et de services.

Article 13. Modalités de paiement des Prestations

13.1 Précisions liminaires

Les modalités de paiement des Prestations par le Bénéficiaire en faveur de la CATP suivent celles prévues dans le Marché conclu par la CATP avec le Prestataire.

13.2 Paiement

Le paiement des Prestations est effectué par le Bénéficiaire en faveur de la CATP, par virement bancaire, dans un délai respectant les conditions prévues par la réglementation applicable en matière de lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. La CATP adressera au Bénéficiaire une facture correspondant au montant de sa rémunération pour le marché à la notification de ce dernier.

13.3 Avances

Chaque commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois ouvre droit, au bénéfice de la CATP au versement d'une avance payée par le Bénéficiaire.

Cette demande d'avance peut aller jusqu'à 30% du montant total du bon de commande TTC.

13.4 Acomptes

Les Prestations, qui ont donné lieu à un début d'exécution par le Prestataire, ouvrent droit, au bénéfice de la CATP, au versement d'acomptes, à valoir sur le montant des prestations réalisées.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des Prestations auxquelles ils se rapportent.

Dans ces conditions, la demande d'acompte effectuée par la CATP au Bénéficiaire fait l'objet d'une facture comportant, au minimum, les mentions suivantes :

- Désignation exacte des Prestations concernées ;
- Désignation du n° du marché ;

- Désignation du n° de l'Engagement de commande ;
- Numéro de facture ;
- Montant total de l'acompte (en € HT et en € TTC) et de la TVA afférente.

13.5 Intérêts moratoires en cas de retard de paiement par le Bénéficiaire

Le dépassement des délais de paiement par le Bénéficiaire fait courir des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.


Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Les intérêts moratoires sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire. En outre, le Bénéficiaire en situation de retard de paiement est de plein droit débiteur, à l'égard de la CATP d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est de 40 euros par facture. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, la CATP peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Dans le cas où la CATP doit verser au Prestataire les intérêts moratoires énoncés ci-dessus, cette somme serait automatiquement refacturée au Bénéficiaire.

Article 14. Modalités de facturation

Le Bénéficiaire de la CATP s'acquitte de ses factures sur le compte bancaire suivant :

 RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE PARTIE RÉSERVÉE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ				
<p>Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, prélèvements, etc.). Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi des réclamations pour erreurs ou retards d'imputation.</p> <p>ATTENTION : Les domiciliations de prélèvements ne sont pas autorisées sur les comptes d'épargne.</p>				
Banque	Indicatif	Numéro de compte	Clé RIB	Domiciliation
30002	00495	0000006537P	85	CL MONTRouGE MAIRIE (00526)
IDENTIFICATION INTERNATIONALE				
IBAN	FR29 3000 2004 9500 0000 6537 P85			
Code B.I.C	CRLYFRPP			
TITULAIRE DU COMPTE : AGIR TRANSPORT CATP AGIR TRANSPORT				

Article 15. Montant correspondant aux pénalités reversées au Bénéficiaire

La CATP informe le Bénéficiaire, par message électronique et sans délai, de la nature et du montant de toute somme qu'elle a pu solliciter ou recevoir de la part du Prestataire, au titre de pénalités appliquées dans le cadre du Marché.

A cet égard, la CATP ne peut être tenue pour responsable de tout retard, de toute mauvaise exécution ou de toute inexécution des Prestations par le Prestataire, ce que le Bénéficiaire déclare accepter.

Tout paiement versé par le Prestataire au titre de pénalités du Marché en faveur de la CATP est reversé le cas échéant au Bénéficiaire, dès l'expiration des délais de recours du Prestataire.

Article 16. Recours en garantie du Bénéficiaire

Le cas échéant pour toute action en garantie, il appartient au Bénéficiaire, ou à tout tiers qui lui serait subrogé, d'exercer un recours directement contre le Prestataire.

Le Bénéficiaire, ou le tiers qui lui serait subrogé, informe la CATP de toute mise en œuvre de la garantie en lui adressant une copie de sa réclamation.

Article 17. Périmètre des responsabilités

17.1 Responsabilités du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire est tenu de s'acquitter des factures émises par la CATP conformément aux engagements pris lors de la signature de l'Engagement de commande.

Aucune rétractation du Bénéficiaire n'étant admise à compter de la signature de l'Engagement de commande, en cas de non-paiement des factures, la CATP est en droit d'exiger de sa part, leur paiement dans leur intégralité, complété par des intérêts moratoires, le cas échéant.

La CATP se réserve également, en cas de préjudice, le droit de lui demander le versement de dommages et intérêts.

17.2 Non-responsabilité de la CATP

Le Bénéficiaire reconnaît et accepte formellement que la CATP ne peut être tenue responsable des préjudices indirects et/ou immatériels subis par lui ou tout autre tiers au titre de l'exécution du Marché. Cela inclut tout préjudice commercial, perte de clientèle, perte de commande, trouble commercial, perte de bénéfice, atteinte à l'image de marque, etc.

Le Bénéficiaire reconnaît devoir être son propre assureur pour ces préjudices ou avoir contracté les assurances appropriées.

Article 18. Assurance – Transfert des risques

A compter de l'admission des Prestations, il appartient au Bénéficiaire de souscrire les assurances nécessaires.

La CATP ne réalise aucune prestation de stockage ou de livraison. Lorsque les matériels sont stockés dans les locaux du Bénéficiaire, celui-ci assume la responsabilité du dépositaire jusqu'à la décision d'admission.

Article 19. Indépendance des clauses – Survivance des obligations

Il est convenu que l'invalidité, l'inopposabilité, l'inefficacité ou l'impossibilité de mettre en œuvre une stipulation des présentes CGV n'affecte aucunement la validité, l'opposabilité, l'efficacité et la mise en œuvre de ses autres stipulations, qui continuent de trouver application.

Toutefois, les Parties négocient de bonne foi en vue du remplacement de la stipulation concernée par une stipulation valable, opposable, efficace et présentant autant que possible les mêmes effets que ceux qu'elles attendaient de la stipulation remplacée.

Le fait par l'une des Parties de ne pas exiger à un moment quelconque l'exécution stricte par l'autre Partie d'une disposition de la présente Convention n'est en aucun cas réputé constituer une renonciation quelle qu'elle soit à l'exécution de ce droit.

Article 20. Relations entre les Parties

Les Parties agissent en qualité de cocontractants indépendants, et aucune stipulation des présentes CGV dans quelque circonstance que ce soit, ne saurait être interprétée comme conférant à l'une des Parties la qualité de salarié ou franchisé de l'autre Partie ou créant un mandat, une société, une association ou une entreprise en nom collectif, entre les Parties.

Article 21. Différents et litiges

Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend.

Toute réclamation du Bénéficiaire doit faire l'objet d'une réclamation préalable dûment motivée adressée par tout moyen à la CATP.

Article 22. Traitement des données personnelles

Le Bénéficiaire et la CATP s'engagent à respecter les dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives au traitement des données notamment la loi n°78-17 du 8 janvier 1978 ainsi que le Règlement Général de Protection des Données n°2016/679 (RGPD). Chacune des Parties s'engage notamment, concernant les traitements de données à caractère personnel dont elle est responsable, à effectuer les formalités requises, à assurer la sécurité et la confidentialité des données et à respecter les droits des personnes concernées.

La CATP n'est nullement responsable du traitement, co-responsable de traitement ou sous-traitant dans le cadre de l'exécution des commandes passées par son entremise.

Article 23. Informations transmises au Prestataire

Les présentes CGV sont portées à la connaissance du Prestataire.

En cas de CPE, celles-ci lui sont également transmises pour information.

Article 24. Annexes

En annexe aux présentes CGV figure le Marché et le cas échéant les CPE.

Annexe n°1 aux Conditions Générales de Ventes

Engagement de Commande

MS 2020-18-37

Date : 09/06/2023

CENTRALE D'ACHAT DU TRANSPORT PUBLIC

23 rue Daviel

75013 PARIS

Téléphone : 01.53.68.04.24

Fax : 01.53.68.04.15

SIRET : 539 537 886 000 35

Destiné à : **Métropole de Toulon Provence Méditerranée**

L'Adhérent **s'engage à commander** les prestations désignées ci-dessous, conformément aux dispositions des conditions générales de vente.

Acquisition de compteurs et matériels annexes – Lot 1 – Compteurs Vélos

Fournisseur : Eco-compteur

Lieu de livraison : **A compléter par le bénéficiaire**

Coût d'acquisition :

Intitulé	Prix unitaire	Quantité	Prix Total HT	Prix TVA	Prix Total TTC
Collecte des données					
Télétransmission quotidienne automatique					
Pour 1 à 10 compteurs	300,00 €	8	2 400,00 €	480,00 €	2 880,00 €
		Total	2 400,00 €	480,00 €	2 880,00 €

L'Adhérent reconnaît avoir pris connaissance des conditions générales de vente prévues par l'ensemble des documents contractuels et, en particulier, des effets juridiques du présent Engagement de commande (Cf. article 3.2 des Conditions Générales de Vente).

Fait à Paris,
le

Fait à,
le.....

Pour la Centrale d'Achat du Transport
Public

Arnaud RABIER, Directeur Général

Pour la Métropole de Toulon Provence
Méditerranée

.....
.....

Signature

Signature

Marché subséquent n°2020-18-37

**Procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5
du CCP**

Acquisition de compteurs et de matériels annexes

**Acte d'engagement
(AE)**

I. Objet de la consultation et de l'acte d'engagement

A. Objet de la consultation :

Le présent marché subséquent a pour objet l'acquisition de :

- Compteurs vélos ;

Il est destiné à la Métropole de Toulon Provence Méditerranée, en sa qualité de Pouvoir adjudicateur.

II. Engagement du Titulaire

A. Identification et engagement du Titulaire :

(Cocher les cases correspondantes.)

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public suivantes,

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services du 19 Janvier 2009, publié au JORF n°0066 du 19 Mars 2009.

et conformément à leurs clauses et stipulations,

☒ engage la société Eco-compteur sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

Eco-Compteur

4 rue Bourseul

22300 Lannion.

Siret : 477 627 772 00023

Contact : commercial.france@eco-compteur.com

à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires du marché subséquent

B. Compte(s) à créditer :

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire : CIC Haute-Bretagne Entreprises

Numéro de compte : FR76 3004 7141 1500 0203 8230 190

C. Avance :

Je renonce au bénéfice de l'avance :

(Cocher la case correspondante.)

☐

NON

☒

OUI

D. Durée d'exécution du marché subséquent :

Le marché subséquent démarre à compter de sa notification au Titulaire jusqu'au 25/07/2024.

Le marché subséquent est reconductible : ☒ NON ☐ OUI

Si oui, préciser :

- Nombre des reconductions : 0
- Durée des reconductions : 0

La durée du marché subséquent ne peut dépasser la durée de l'accord-cadre de plus de 4 mois.

Les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de l'accord-cadre. Le marché subséquent peut être prolongé par avenant, en fonction des reconductions éventuelles de l'accord-cadre.

E. Délai de validité de l'offre :

Le présent engagement me lie pour le délai de validité des offres indiqué dans le règlement de la consultation.

F. Délai de de livraison :

Le délai de livraison des prestations est de 2 semaines pour le présent marché subséquent.

Ce délai ne peut excéder ni les délais plafonds de l'accord-cadre ni le délai indiqué au bon de commande du marché subséquent.

G. Signature de l'offre par le participant :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
M. Durbano Enrico Directeur Général	Enrico DURBANO	Signature numérique de Enrico DURBANO Date : 2023.11.15 09:08:00 +01'00'

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

H. Identification de l'entité en charge de la procédure de passation :

Centrale d'Achat du Transport Public
23 rue Daviel
75014 PARIS
01.53.68.04.24
01.53.68.04.15
www.catp.fr
SIRET 539 537 886 000 35

I. Décision de l'entité en charge de la procédure de passation

L'offre présentée est acceptée.

A : , le

Signature

(représentant de l'acheteur habilité à signer le marché)

- ☐ Annexe n°... relative à la présentation d'un sous-traitant (*formulaire DC4*) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la réponse du Titulaire à une demande de précisions ou de compléments sur la teneur de son offre (*formulaire OUV7*) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la mise au point du marché (*formulaire OUV11*) ;
- ☐ Autres annexes (*à préciser*) ;

Marché subséquent n°2020-18-37

**Procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5
du CCP**

Acquisition de compteurs et de matériels annexes

**Acte d'engagement
(AE)**

I. Objet de la consultation et de l'acte d'engagement

A. Objet de la consultation :

Le présent marché subséquent a pour objet l'acquisition de :

- Compteurs vélos ;

Il est destiné à la Métropole de Toulon Provence Méditerranée, en sa qualité de Pouvoir adjudicateur.

II. Engagement du Titulaire

A. Identification et engagement du Titulaire :

(Cocher les cases correspondantes.)

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public suivantes,

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services du 19 Janvier 2009, publié au JORF n°0066 du 19 Mars 2009.

et conformément à leurs clauses et stipulations,

☒ engage la société Eco-compteur sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

Eco-Compteur

4 rue Bourseul

22300 Lannion.

Siret : 477 627 772 00023

Contact : commercial.france@eco-compteur.com

à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires du marché subséquent

B. Compte(s) à créditer :

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire : CIC Haute-Bretagne Entreprises

Numéro de compte : FR76 3004 7141 1500 0203 8230 190

C. Avance :

Je renonce au bénéfice de l'avance :

(Cocher la case correspondante.)

☐

NON

☒

OUI

D. Durée d'exécution du marché subséquent :

Le marché subséquent démarre à compter de sa notification au Titulaire jusqu'au 25/07/2024.

Le marché subséquent est reconductible : ☒ NON ☐ OUI

Si oui, préciser :

- Nombre des reconductions : 0
- Durée des reconductions : 0

La durée du marché subséquent ne peut dépasser la durée de l'accord-cadre de plus de 4 mois.

Les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de l'accord-cadre. Le marché subséquent peut être prolongé par avenant, en fonction des reconductions éventuelles de l'accord-cadre.

E. Délai de validité de l'offre :

Le présent engagement me lie pour le délai de validité des offres indiqué dans le règlement de la consultation.

F. Délai de de livraison :

Le délai de livraison des prestations est de 2 semaines pour le présent marché subséquent.

Ce délai ne peut excéder ni les délais plafonds de l'accord-cadre ni le délai indiqué au bon de commande du marché subséquent.

G. Signature de l'offre par le participant :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
M. Durbano Enrico Directeur Général	Enrico DURBANO	Signature numérique de Enrico DURBANO Date : 2023.11.15 09:08:00 +01'00'

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

H. Identification de l'entité en charge de la procédure de passation :

Centrale d'Achat du Transport Public
23 rue Daviel
75014 PARIS
01.53.68.04.24
01.53.68.04.15
www.catp.fr
SIRET 539 537 886 000 35

I. Décision de l'entité en charge de la procédure de passation

L'offre présentée est acceptée.

A : , le

Signature

(représentant de l'acheteur habilité à signer le marché)

- ☐ Annexe n°... relative à la présentation d'un sous-traitant (*formulaire DC4*) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la réponse du Titulaire à une demande de précisions ou de compléments sur la teneur de son offre (*formulaire OUV7*) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la mise au point du marché (*formulaire OUV11*) ;
- ☐ Autres annexes (*à préciser*) ;

Marché subséquent n°2020-18-37

**Procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5
du CCP**

Acquisition de compteurs et de matériels annexes

**Acte d'engagement
(AE)**

I. Objet de la consultation et de l'acte d'engagement

A. Objet de la consultation :

Le présent marché subséquent a pour objet l'acquisition de :

- Compteurs vélos ;

Il est destiné à la Métropole de Toulon Provence Méditerranée, en sa qualité de Pouvoir adjudicateur.

II. Engagement du Titulaire

A. Identification et engagement du Titulaire :

(Cocher les cases correspondantes.)

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public suivantes,

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services du 19 Janvier 2009, publié au JORF n°0066 du 19 Mars 2009.

et conformément à leurs clauses et stipulations,

☒ engage la société Eco-compteur sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

Eco-Compteur

4 rue Bourseul

22300 Lannion.

Siret : 477 627 772 00023

Contact : commercial.france@eco-compteur.com

à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires du marché subséquent

B. Compte(s) à créditer :

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire : CIC Haute-Bretagne Entreprises

Numéro de compte : FR76 3004 7141 1500 0203 8230 190

C. Avance :

Je renonce au bénéfice de l'avance :

(Cocher la case correspondante.)

☐

NON

☒

OUI

D. Durée d'exécution du marché subséquent :

Le marché subséquent démarre à compter de sa notification au Titulaire jusqu'au 25/07/2024.

Le marché subséquent est reconductible : ☒ NON ☐ OUI

Si oui, préciser :

- Nombre des reconductions :0
- Durée des reconductions :0

La durée du marché subséquent ne peut dépasser la durée de l'accord-cadre de plus de 4 mois.

Les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de l'accord-cadre. Le marché subséquent peut être prolongé par avenant, en fonction des reconductions éventuelles de l'accord-cadre.

E. Délai de validité de l'offre :

Le présent engagement me lie pour le délai de validité des offres indiqué dans le règlement de la consultation.

F. Délai de de livraison :

Le délai de livraison des prestations est de 2 semaines pour le présent marché subséquent.

Ce délai ne peut excéder ni les délais plafonds de l'accord-cadre ni le délai indiqué au bon de commande du marché subséquent.

G. Signature de l'offre par le participant :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
M. Durbano Enrico Directeur Général	Enrico DURBANO	Signature numérique de Enrico DURBANO Date : 2023.11.15 09:08:00 +01'00'

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

H. Identification de l'entité en charge de la procédure de passation :

Centrale d'Achat du Transport Public
23 rue Daviel
75014 PARIS
01.53.68.04.24
01.53.68.04.15
www.catp.fr
SIRET 539 537 886 000 35

I. Décision de l'entité en charge de la procédure de passation

L'offre présentée est acceptée.

A :, le

Signature

(représentant de l'acheteur habilité à signer le marché)

- ☐ Annexe n°... relative à la présentation d'un sous-traitant *(formulaire DC4)* ;
- ☐ Annexe n°... relative à la réponse du Titulaire à une demande de précisions ou de compléments sur la teneur de son offre *(formulaire OUV7)* ;
- ☐ Annexe n°... relative à la mise au point du marché *(formulaire OUV11)* ;
- ☐ Autres annexes *(à préciser)* ;

ACCORD-CADRE n°2020-18

**Procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5
du CCP**

Acquisition de compteurs et de matériels annexes

Rapport de présentation

Lot n°1 : Compteurs vélos

Lot n°3 : Compteurs mixtes vélos/piétons

Lot n°5 : Compteurs véhicules

Table des matières

I. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....	3
II. OBJET DE LA CONSULTATION	3
A. Objet de l'accord-cadre	3
B. Allotissement.....	3
C. Estimation de l'accord-cadre	3
D. Durée	3
E. Économie générale de la consultation	3
III. REGISTRE DES PUBLICATIONS	4
IV. EXAMEN DES OFFRES.....	4
A. Date et heure limites de réception des offres.....	4
B. Critères de notation des offres	4
C. Liste des offres reçues	5
D. Analyse et classement des offres	5
Lot 1 : Compteurs vélos.....	5
Lot 3 : Compteurs mixtes vélos/piétons.....	6
Lot 5 : Compteurs véhicules	6
V. PROPOSITION D'ATTRIBUTION	6
VI. SIGNATURE DE L'ACHETEUR.....	6

I. Identification de l'acheteur

Centrale d'Achat du Transport Public

8 Villa de Lourcine

75014 PARIS

SIRET : 539 537 886 000 27

II. Objet de la consultation

A. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre n°2020-18 a pour objet l'acquisition de compteurs et de matériels annexes.

B. Allotissement

L'accord-cadre est alloti comme suit :

Lots	Intitulés des lots
1	Compteurs vélos
2	Compteurs piétons
3	Compteurs mixtes vélos/piétons
4	Compteurs mixtes vélos/véhicules
5	Compteurs véhicules
6	Compteurs multi-usages
7	Totem

C. Estimation de l'accord-cadre

Le montant estimatif hors taxes de l'accord-cadre a été renseigné dans l'avis d'appel public à la concurrence :

II.1.5) Valeur totale estimée :

Valeur hors TVA : 3 900 000 euros

D. Durée

Chaque lot de l'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 2 ans à compter de sa date de notification au Titulaire. Il est reconductible 2 fois pour une période d'un an.






E. Économie générale de la consultation

- Description des mesures appropriées prises pour s'assurer que la concurrence n'a pas été faussée par des études ou des échanges préalables : sans objet.
- Mesures prises en cas de conflit d'intérêts éventuellement décelés : sans objet.

- Accès aux documents par voie électronique : les documents de la consultation étaient accessibles par voie électronique.
- Justifications de l'utilisation de moyens de communication autres que les moyens électroniques pour la transmission des offres : sans objet.
- Sous-traitance de l'accord cadre : sans objet

III. Registre des publications

Les documents de la consultation étaient accessibles par voie électronique et ont été publiés sur les supports suivants :

Supports de parution via la plateforme	Diffusion	Type	Catégorie	Status	Date
HTTPS://CATPE-MARCHESPUBLICS.COM	Locale	Electronique	Généraliste	 Avis publié	11/04/2020
E-MARCHESPUBLICS.COM (voir les tarifs)	Nationale	Electronique	Généraliste	 Pas de parution	11/04/2020
BOAMP SUPERIEUR À 90 000 EUROS (voir les tarifs) Transfert toutes les 15 minutes	Nationale	Presse	Légale	 Annonce publiée (PU) - (ID_JO: 20-51058) Parue dans le BOAMP DIFF n°2020_102 du 2020-04-11: annonce(s) n° Lien de l'annonce	
BOAMP INFÉRIEUR À 90 000 EUROS (voir les tarifs) Transfert toutes les 15 minutes	Nationale	Electronique	Généraliste	 Pas de parution	
BOAMP + JOUE (voir les tarifs) Transfert toutes les 15 minutes	Européenne	Electronique	Légale	 Annonce publiée (PU) Parue dans le JOUE du 2020-04-14: Lien de l'annonce	

IV. Examen des offres

A. Date et heure limites de réception des offres

11/05/2020 à 12h00

B. Critères de notation des offres

Critères	Pondération (100 points)	Jugement
Coût global	50 points	Jugé au regard du bordereau des prix unitaires
Valeur technique	45 points	Jugé au regard du CCTP
Délai	5 points	Jugé au regard du CCTP

Valeur technique lot 1, 3, 5

Sous-critères de la valeur technique	Pondération
Caractéristiques du compteur	25 points
Analyse des données du compteur	10 points
Maintenance et formation	5 points
Garantie	5 points

C. Liste des offres reçues

Ordre d'arrivée	Date & heure	Mode de réception	Société et contact	Observations	Plis	Lots
1 <input type="checkbox"/> Candidature incomplète <input type="checkbox"/> Régularisation d'offre <input type="checkbox"/> Attributaire.	10/05/2020 à 19h09	Electronique	Magsys Fiche YVES BENET 0674712800 yves.benet@magsys-tagmaster.com	Editer	- 707722_offre_612485_755411.crypt (9.3 Mo) - 707722_offre_612487_755411.crypt (9.7 Mo) - 707722_offre_612483_755411.crypt (5.3 Mo) <input type="checkbox"/> Copie de sauvegarde offre	- Lot 3: Compteurs mixtes vélos/piétons - Lot 5: Compteurs véhicules - Lot 1: Compteurs vélos
2 <input type="checkbox"/> Candidature incomplète <input type="checkbox"/> Régularisation d'offre <input type="checkbox"/> Attributaire.	11/05/2020 à 11h46	Electronique	Eco-compteur Fiche Guillaume Huon 0296484881 gh@eco-compteur.com	Editer	- 707722_offre_612482_238376.crypt (7.9 Mo) <input type="checkbox"/> Copie de sauvegarde offre	- Tous les lots

D. Analyse et classement des offres

L'analyse technique et financière détaillée de l'offre de la société Eco-compteur pour les lots 1, 3, et 5 est annexée au présent rapport.

Lot 1 : Compteurs vélos

Critères	Pondération (100 points)	Notes : Eco-compteur	Notes : Magsys
Coût global	50 points	50	33,95
Valeur technique	45 points	42,15	25,45
Délai	5 points	4	2
Total	100 points	96,15	61,40
Classement		1	2

Lot 3 : Compteurs mixtes vélos/piétons

Critères	Pondération (100 points)	Notes : Eco-compteur	Notes : Magsys
Coût global	50 points	50,00	42,76
Valeur technique	45 points	37,95	20,60
Délai	5 points	4,00	2,00
Total	100 points	91,95	65,36
Classement		1	2

Lot 5 : Compteurs véhicules

Critères	Pondération (100 points)	Notes : Eco-compteur	Notes : Magsys
Coût global	50 points	50,00	26,09
Valeur technique	45 points	38,25	21,30
Délai	5 points	4,00	2,00
Total	100 points	92,25	49,39
Classement		1	2

V. Proposition d'attribution

Au vu de la sélection et du classement des offres opérés ci-dessus et de l'analyse détaillée en annexe du présent rapport, il est proposé d'attribuer les lots 1, 3 et 5 au soumissionnaire suivant :

ECO-COMPTEUR

4 Rue Charles Bourseul

22300 Lannion

N° Siret : 477 627 772 000 - 23

VI. Signature de l'acheteur

A Paris, le 4 juin 2020

Signature :
Amaud RABIER
Directeur Général

